

– la maison du sport européen –

## Tweets du mois



### EOC EU Office

@EOCEUOffice 6 December

Opening session of @EuSport on #SportDiplomacy with @TNavracsicsEU @FijiPM and @VRoziere – Follow-up of #HLG on #SportDiplomacy

### EOC EU Office

@EOCEUOffice 30 November

Viera Kerpanova of Executive Agency #EACEA presenting @EuSport @EUErasmusPlus Sport call 2017 at @EOCEUOffice Special Competence Seminar

### EOC EU Office

@EOCEUOffice 29 November

Project management answers questions from participants on @SIGGS\_EU self-evaluation tool #GoodGovernance @VanBaelenM @ThierryZintz @EOCmedia

### SIGGS Project

@SIGGS\_EU 22 November

#SIGGS Final Conference on 29 November 2016 Brussels with final version self-evaluation tool @EOCEUOffice @EOCmedia

## Table of contents

Editorial 2

### UNION EUROPEENNE ET SPORT

L'intergroupe Sport du Parlement européen tient une réunion sur les carrières doubles dans le sport 3

Programme de la présidence maltaise de l'UE janvier- juin 2017 3

La Commission européenne organise un séminaire sur la diplomatie sportive 4

Etude sur la violence basée sur le genre dans le sport 5

Le Conseil des ministres des sports se réunit sur le thème de la diplomatie sportive 6

Réunion de suivi de déclaration néerlandaise sur les grands événements sportifs. 7

Le Conseil et le Parlement débute les discussions sur le Cadre Financier Pluriannuel 8

### FINANCEMENTS, ETUDES ET PROJETS

Conférence finale du projet SIGGS 9

### INFORMATIONS INTERNES

Le bureau des COE auprès de l'UE organise son séminaire de compétence 2016 10

13ème réunion du conseil d'administration du bureau des COE auprès de l'UE 11

### LE MOIS PROCHAIN

Dates importantes en janvier 11

## EDITORIAL

Chers lecteurs,

L'année 2016 touche à sa fin et son bilan pour le monde du sport est clairement contrasté tant les difficultés rencontrées par le sport organisé ont été nombreuses. L'importance des problématiques d'éthique dans le sport, telles que le dopage ou la manipulation des compétitions sportives demeurent très importantes. Des résultats tangibles et durables ne pourront être atteints que par une collaboration étroite entre organisations sportives et gouvernements.

En s'intéressant plus spécifiquement à la politique européenne du sport, l'année 2016 a vu un nouveau domaine d'activités émerger : la diplomatie sportive. Suite à la mise en place d'un groupe de haut niveau sur le sujet en 2015, des recommandations ont été délivrées au Commissaire Navracsics, à la fin du mois de juin. En juillet, la présidence slovaque de l'UE a choisi le sujet comme la priorité majeure pour son action dans le domaine du sport ; bien que la coopération avec les activités conduites par la Commission soit restée limitée. Du côté du mouvement sportif, une approche pragmatique apparaît être la plus appropriée. Si la possibilité de fournir un soutien au développement du sport et des infrastructures sportives dans les pays voisins de l'UE doit conduire le mouvement sportif à collaborer avec les gouvernements, les organisations sportives doivent garder à l'esprit que le risque d'être utilisé à des fins politiques existe.

Dans la même veine, la présidence néerlandaise de l'UE a lancé, durant le premier semestre 2016, une initiative conduisant à une meilleure collaboration entre gouvernements et fédérations sportives, sur le thème de l'organisation des grands événements sportifs. Le mouvement olympique partage les objectifs de la présidence, en espérant que cela permettra l'amélioration des conditions d'organisations des grands événements sportifs en Europe.

Du côté du bureau des COE auprès de l'UE, deux autres domaines ont revêtu une grande importance cette année : l'application de la politique de concurrence au monde du sport et la mise en œuvre des principes de bonne gouvernance dans le sport. L'application de la politique de concurrence au sport requiert une approche spécifique de par la nature des fédérations sportives, organisations à but non lucratif qui investissent la majeure partie de leurs revenus dans le développement de leur sport. Si les ressources de ces organisations diminuent de par le développement d'événements organisés par des entités à but lucratif, les investissements dans la formation des jeunes athlètes ou les arbitres pourraient être questionnés. Le sport ne demande pas une exception à l'application de la politique de concurrence mais attend une plus grande prise en compte de son rôle sociétal et du rôle des fédérations, notamment dans l'intégrité des compétitions.

Pour 2017, l'amélioration de la gouvernance du sport à tous les niveaux doit être une priorité. Dans cette optique la mise en place de l'Agenda 2020 et la promotion d'outils d'auto-évaluation comme le projet SIGGS doivent permettre aux CNOs d'avancer sur le sujet. Le fait que 250 fédérations aient déjà utilisé l'outil SIGGS illustre l'intérêt grandissant du monde sportif pour cette problématique.

Au nom de toute l'équipe du bureau des COE auprès de l'UE, je vous souhaite un joyeux Noël et une très bonne année 2017.



Folker Hellmund  
Directeur du bureau des COE auprès de l'UE

## UNION EUROPEENNE ET SPORT

### L'intergroupe Sport du Parlement européen tient une réunion sur les carrières doubles dans le sport

Le 15 novembre, l'intergroupe Sport du Parlement européen a organisé un événement sur la thématique des carrières doubles dans le sport et sur la manière de combiner formation et travail. Après une introduction des députés Marc Tarabella et Santiago Fisas Ayxela, co-présidents de l'intergroupe, Agata Dziarnowska, membre de l'unité sport de la Commission a informé les participants sur la publication prochaine d'un rapport du groupe d'experts du Conseil sur la mise en œuvre des lignes de conduites pour les carrières doubles dans les états membres (voir l'article dédié en octobre), qui sera finalisé dans la première partie de 2017. Elle a également rappelé que de nombreux projets sur cette thématique avaient été financés par Erasmus+, depuis 2014.

La première partie de l'évènement était dédié à une discussion sur le moyen d'assurer la qualité des services pour les carrières doubles avec notamment la présence de Cees Vervoorn, coach et professeur à l'université d'Amsterdam, qui a appelé à la création d'un système centralisé pour suivre la mise en place des politiques de carrière double dans les Etats membres. De son côté, Paul Wylleman, professeur de psychologie sportive à la Vrije Universiteit de Bruxelles, a expliqué que les athlètes de haut niveau avaient souvent des meilleurs taux de succès dans le monde académique, avant d'appeler à une plus grande

reconnaissance des métiers liés au soutien des carrières doubles.

Le second panel de la journée s'est concentré sur la question de la motivation des athlètes à se lancer dans des carrières doubles.

Wolfgang Stockinger, directeur du développement des carrières à KADA Autriche, une organisation qui apporte un soutien aux athlètes durant et après leur carrière, a mis en avant les efforts faits par l'Autriche pour permettre aux athlètes d'exploiter au maximum leur potentiel. De son côté, Andreas Küttel, ancien athlètes de haut niveau et actuellement doctorant, a présenté son expérience personnelle comme un possible modèle de combinaison entre vie sportive et haut niveau d'éducation universitaire.

C'est ensuite Claudia Bokel, ancienne présidente de la Commission des athlètes du CIO qui a pris la parole en détaillant son parcours personnel, conciliant escrime et un master en chimie. Elle a également souligné l'importance de la mise en place de plateforme pour athlètes de haut niveau pouvant les préparer à l'entrée dans le monde professionnel en citant notamment : le programme de suivi de carrière des athlètes du CIO, the Athlete Learning Gateway et the Olympic Athletes Hub.

Un échange avec les participants à la réunion a ensuite clôturé la journée.

### Programme de la présidence maltaise de l'UE janvier- juin 2017

– la maison du sport européen –

Malte, qui va prendre la présidence de l'UE pour 6 mois en janvier 2017, a présenté son programme de travail, le 22 novembre.

Ce programme se concentre sur 6 priorités : la migration, le marché unique, la sécurité, l'inclusion sociale, la politique maritime et la politique de voisinage. Dans le domaine du sport, les priorités avaient déjà été annoncées lors de la présentation du programme du trio de présidence avec les Pays-Bas et la Slovaquie. Malte va ainsi se concentrer sur la promotion du volontariat dans le sport.

Concernant le Marché Unique Numérique, la présidence maltaise va donner la priorité aux actions pour « *permettre aux consommateurs européens de continuer à bénéficier de leur abonnement « domicile » sur le contenu audiovisuel en ligne quand ils voyagent dans un autre État membre* » (portabilité). La question de la

portabilité est connectée à l'accessibilité audiovisuelle des événements sportifs, actuellement limitée par le blocage territorial.

Le sport peut également se sentir concerné dans la priorité donnée à l'inclusion sociale dans l'UE. Il est notamment question de la lutte contre les violences liées au genre ou la protection des personnes LGTB. La coopération avec les acteurs sociaux, la société civile et les citoyens est mentionnée comme un élément crucial pour la présidence maltaise, pouvant impliquer une collaboration avec les clubs sportifs et les fédérations, membres actifs de la société civile.

## PLUS D'INFORMATIONS

[Priorités de la présidence maltaise](#)

## La Commission européenne organise un séminaire sur la diplomatie sportive

Le 6 décembre, la Commission européenne a organisé un séminaire sur la diplomatie sportive. L'objectif principal de ce séminaire était de discuter le rapport du groupe de haut niveau sur la diplomatie sportive, finalisé en juin, et de s'intéresser à la manière dont les recommandations pouvaient être mises en œuvre. Suite à une introduction du Commissaire Tibor Navracsics, le premier ministre Fidjien, Mr. Josaia Voreqe Bainimarama, a insisté sur l'importance de la diplomatie sportive, prenant l'exemple de la première médaille d'or obtenue par les Fidji durant les Jeux de Rio. Il a ensuite mis en avant l'importance du succès sportif pour l'image extérieure du pays mais également en interne, auprès des citoyens. Cette première session a ensuite été conclue par l'eurodéputé Virginie Rozière, qui s'est exprimée au nom de

l'intergroupe Sport sur les récentes activités conduites par le Parlement européen dans le secteur sportif.

Le séminaire s'est poursuivi avec plusieurs discours dont celui d'Elena Malíková sur les activités de la présidence slovaque et les conclusions du Conseil sur la diplomatie sportive ainsi que la présentation, par Valérie Fourneyron, des recommandations faites en juin par le groupe de haut niveau.

Plusieurs intervenants ont ensuite échangé sur la manière d'utiliser le sport comme un outil pour la diplomatie européenne. Modéré par Richard Parrish, le panel regroupait deux membres du groupe de haut niveau, Pál Schmitt (Membre du CIO) et Jean Brihault, ainsi que Rodrigo Rivera,

– la maison du sport européen –

ambassadeur de la république de Colombie en Belgique, au Luxembourg et auprès de l'UE et Joanna Zukowska-Easton, directrice du secteur sport au sein du ministère des sports polonais.



Les panelistes ont notamment discuté de la valeur ajoutée, pour un pays, d'organiser un grand événement sportif, mentionnant notamment des éléments comme le tourisme, la création d'emplois mais aussi la promotion de l'activité physique, le développement des compétences, la formation ou le développement des infrastructures.

La seconde partie de la journée a débuté avec une session sur les actions extérieures de l'UE et plus spécifiquement les opportunités de financement disponibles pour le sport dans les programmes tels que les fonds de pré-accession, la politique de voisinage, les fonds structurels et d'investissement européens ou encore l'aide au développement. Les membres des DG DEVCO et NEAR ont ainsi

appelé le monde sportif à être actif dans la préparation des futurs programmes de financement, en travaillant directement avec les délégations dans les pays concernés. La possibilité d'inclure un plus grand nombre de pays non membres de l'UE dans le programme Erasmus+ Sport a également été mentionnée.

Par la suite, trois ateliers de travail ont été organisés en parallèle, afin de discuter de la mise en œuvre des 15 recommandations du groupe de haut niveau. Les trois ateliers étaient respectivement dédiés aux relations extérieures de l'UE, à la promotion des valeurs européennes dans le cadre des grands événements sportif et à un développement, plus institutionnalisé, de la diplomatie sportive.

C'est Yves Le Losteque, directeur de l'unité Sport de la Commission qui a conclu la journée en indiquant que la prochaine discussion sur le sujet se déroulerait en mars, durant le Forum européen du Sport (7-8 mars à Malte) et soulignant le fait que la diplomatie sportive continuerait à faire partie des priorités de l'UE dans les prochaines années.

## PLUS D'INFORMATIONS

[Groupe de haut niveau sur la diplomatie sportive informations générales et rapport final](#)

## Etude sur la violence basée sur le genre dans le sport

En novembre, la commission a publié la première étude sur le thème de la violence basée sur le genre dans le sport (GBV).

Cette étude propose un état des lieux des législations et des politiques dans les états membres, en décrivant les initiatives des gouvernements et de la société civile, identifiant les bonnes pratiques et mettant en avant certaines recommandations pour des actions futures. Les principaux thèmes abordés sont les relations coach-athlètes, les relations athlètes-entourage et

les relations entre athlètes. L'étude traite à la fois des hommes et les femmes victimes mais aussi des auteurs.

Conduite par la consultance Yellow Window, les chercheurs sont parvenus aux conclusions suivantes :

- Bien que de nombreux états membres permettent globalement la poursuite légale de nombreuses formes de GBV dans le sport, certains pays ont développé des mesures nationales spécifiques pour ce type de



– la maison du sport européen –

violence. Des échanges de bonnes pratiques sur le sujet devraient être envisagés.

- Les politiques de lutte contre les GBV dans le sport sont divisées entre plusieurs secteurs politiques du fait de la diversité des responsabilités et du manqué de leadership de certains types d'acteurs.
- Les cas de GBV ne sont pas toujours rapportés. Leur ampleur dans le monde du sport n'est que peu connue.
- Le support aux victimes de GBV dans le sport est insuffisant

- Les initiatives de prévention sont nombreuses mais elles doivent être suivies et évaluées.

L'étude indique qu'une approche globale, allant de la prévention à la mise en place d'instruments légaux en passant par des politiques publiques et des systèmes disciplinaires ainsi que des services d'aide aux victimes est la solution pour une lutte efficace contre les GBV dans le sport.

---

## PLUS D'INFORMATIONS

[Etude sur la violence basée sur le genre dans le sport](#)

## Le Conseil des ministres des sports se réunit sur le thème de la diplomatie sportive

---

Le 22 novembre, le Conseil des ministres des sports de l'UE s'est réuni à Bruxelles pour échanger sur différentes problématiques dont la diplomatie sportive, le lien entre sport et développement des capacités et la nature spécifique des activités sportives.

La diplomatie sportive a été le premier sujet abordé par les ministres avec la mise en avant des activités récemment conduites au niveau européen sur le sujet. La présidence a notamment souligné, la très bonne coopération avec le mouvement sportif en insistant sur la nécessité d'informer autant que possible les décideurs politiques des positions du mouvement sportif sur la potentielle utilisation du sport comme outil diplomatique. De plus, le Conseil des ministres a adopté des conclusions sur la diplomatie sportive, avec comme objectif principale la mise en lumière du sport comme moyen d'influence diplomatique, culturel, social et économique dans les relations extérieures de l'UE. Ces conclusions insistent sur la nécessité de renforcer les relations entre l'UE et les acteurs pertinents du mouvement sportif.

En outre, ces conclusions contiennent plusieurs propositions qui s'inscrivent dans la droite lignée des recommandations adoptées par le groupe de haut niveau sur la diplomatie sportive, en juin :

- Inclure le sport dans les accords avec les pays tiers ;
- Utiliser les grands événements sportifs comme outil pour la promotion des valeurs de l'UE ;
- Garantir la prise en compte des objectifs de la diplomatie sportive dans les politiques de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure.

C'est le Commissaire Tibor Navracsics qui a conclu cette session en exprimant son soutien à la promotion d'ambassadeurs du sport européen ainsi que l'idée d'élargir la Semaine européenne du sport aux pays tiers et de financer des projets sur la diplomatie sportive dans le cadre d'Erasmus+ sport.

– la maison du sport européen –

Le deuxième sujet abordé par la présidence slovaque était l'impact du sport sur le développement des personnes. Les ministres ont notamment discutés des bénéfices que les activités sportives apportés aux pratiquants, mentionnant notamment le développement de la confiance en soi, du travail en équipe ou des habilités sociales. La liaison avec la « *Nouvelle stratégie pour les compétences en Europe* », présenté par la Commission il y a quelques mois, a notamment été faite. Deux athlètes, Danka Bartekova, membre du CIO et Matej Toth ancien champion olympique et mondial de 50km marche, sont venus donner leur opinion sur le sujet et échanger avec les ministres.

La dernière discussion de la journée a porté sur la note d'information, transmise par la délégation française, concernant « *les éléments spécifiques du sport en Europe* ». La délégation française a exprimé ses inquiétudes concernant les nombreux défis menaçant actuellement le futur du modèle sportif européen. La délégation a notamment souligné le fait que « *l'émergence récente de nouveaux acteurs dans l'organisation de*

*compétitions sportives devait être suivi de près, cela pouvant perturber l'organisation traditionnelle du sport en Europe. Il est clair que l'arrivée d'acteurs avec des intérêts uniquement économique, reléguant au second plan les considérations sportives et éthique, constitue une menace pour le modèle sportif européen* ». C'est pourquoi ils ont demandé à la Commission de s'intéresser à ce problème en ouvrant la discussion quant à la création d'un cadre législatif claire durant le prochain plan de travail de l'UE pour le sport.

La réunion s'est achevée par l'annonce de Malte de ses priorités pour la prochaine présidente dont le volontariat et l'inclusion sociale par le sport ainsi que le prochain plan de travail de l'UE.

---

## PLUS D'INFORMATIONS

[Conclusions du conseil sur la diplomatie sportive](#)

## Réunion de suivi de déclaration néerlandaise sur les grands évènements sportifs.

Organisée à l'initiative de l'ancienne présidence néerlandaise de l'UE, une réunion réunissant près de 20 états membres s'est tenue en décembre afin de discuter du suivi de la déclaration sur les grands évènements sportifs (MSE), adoptée en mai 2016. Le mouvement sportif était représenté par Folker Hellmund (CIO/COE) et Julien Zylberstein (UEFA). Du côté du mouvement olympique, les éléments suivants ont été mis en avant:

- Les activités de l'UE sur les MSE doivent être connectées aux autres initiatives où gouvernements et organisations sportives se retrouvent déjà afin d'éviter les doublons.
- Les évènements sportifs sont de plus en plus organisés par des entités commerciales

privées. Cela crée des problèmes pour les fédérations sportives et les évènements déjà existants. Les revenus créés étant utilisés par ces organisations pour financer le développement des sport respectifs (financement de la formation, des arbitres des jeunes...).

- Une distinction entre les tâches et les responsabilités des différents acteurs, organisations sportives et gouvernements doit être effectuée. Très souvent, les fédérations sportives sont désignées comme seule responsable (durabilité des infrastructures). A cet égard, la mise en œuvre de l'Agenda 2020 est un élément majeur.

– la maison du sport européen –

Un autre objectif poursuivi par cette initiative était de restaurer la confiance des populations dans les bénéfices liées à l'organisation d'événements sportifs de grande ampleur. Les connotations négatives observées dans certains pays (ALL, NOR, SWI) pouvant être vues comme une alerte et conduire les différents acteurs à améliorer leur coopération dans le futur.

Le sujet de l'organisation de MSE fera très certainement parti du prochain plan de travail de l'UE pour le Sport (2017-2020). Une structure de travail permanente est nécessaire pour assurer le suivi et la mise en œuvre de cette initiative. Cette question sera discutée dans les prochains mois.

A ce sujet, plusieurs questions ont été soulevées par les états membres:

- Comment inclure des plus petits états dans l'organisation d'événements sportifs majeurs ?
- Comment les villes/ pays et fédérations peuvent partager leur expertise quant à l'organisation de tels événements ?

Enfin, il a été annoncé que le sujet des MSE serait à l'ordre du jour du prochain Forum européen du Sport (8-9 mars), à Malte.

## Le Conseil et le Parlement débute les discussions sur le Cadre Financier Pluriannuel

Le 14 septembre, la Commission européenne a présenté un ensemble de mesures regroupant une communication et une proposition législative sur le Cadre Financier Pluriannuel (CFP) 2014-2020. Le CFP régule les dépenses annuelles maximales de l'UE dans ses différents secteurs d'activités. Dans cette perspective, la Commission a présenté une révision du fonctionnement du CFP.

A la fin du mois de juin, le Parlement européen avait déjà adopté un rapport d'initiative ayant valeur de première position officielle pour les négociations, concluant que les nouveaux défis affrontés par l'UE, crise des migrants, problème de l'emploi des jeunes, problèmes liés à la sécurité, poussaient à une « *augmentation des fonds* » et une révision du CFP.

En septembre, la Commission a proposé de libérer 6.4 milliards d'Euros pour des secteurs prioritaires tels que la croissance économique, l'emploi, les questions de migration, de sécurité et de contrôle des frontières ainsi que pour les investissements. La Commission a aussi proposé de rendre le cadre

budgétaire plus flexible ou encore d'augmenter le budget d'Erasmus de 200 millions d'Euros.

Ces mesures devraient rendre l'accès aux fonds européens plus facile pour les citoyens et les organisations en Europe, réduisant les contraintes administratives, créant plus de flexibilité dans la distribution des fonds et des réserves de crise afin d'apporter une réponse plus rapide aux événements imprévus.

Le Conseil des ministres Affaires Générales a discuté ces propositions les 13 novembre et 15 décembre sans être tombé d'accord sur une position définitive. Après que le Conseil ait trouvé un accord, le Parlement européen doit encore donner son opinion finale sur le sujet.

### PLUS D'INFORMATIONS

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

[Document d'informations du Parlement européen](#)



## FINANCEMENTS, ETUDES ET PROJETS

### Conférence finale du projet SIGGS

« La bonne gouvernance parle de meilleur rendement, de meilleure performance; pas uniquement de conformité, qui ne doit pas être un objectif mais un moyen de devenir crédible et ainsi recevoir un soutien plus important ! ». C'est avec ces mots que Pierre-Olivier Beckers, membre du CIO et président du Comité Olympique belge, s'est adressé aux participants de la conférence finale du projet SIGGS durant son discours liminaire. « Il est urgent de restaurer la confiance de l'opinion publique et des autorités publiques. Sans confiance et crédibilité, sans restaurer l'image positive du sport, combien de temps encore la population va-t-elle continuer à regarder le sport d'élite et les Jeux Olympiques et combien de temps les jeunes vont-ils continuer à rejoindre les clubs et les fédérations ou les autorités publiques continuer à financer le développement du sport dans le monde ? C'est la survie du mouvement sportif qui est en jeu. ». Concernant le projet SIGGS, il a affirmé que « le projet SIGGS fait pleinement parti de la mise en œuvre de l'Agenda 2020 en se concentrant sur le soutien aux CNOs et aux fédérations nationales afin de les guider dans l'amélioration de leur gouvernance, en leur offrant un outil d'auto-évaluation. C'est un outil parfait pour démarre le voyage vers une meilleure gouvernance. ».

Le projet SIGGS a, en effet, été créé avec l'objectif d'offrir un soutien spécifique, sur mesure et centré sur les actions concrètes, aux CNOs et fédérations nationales pour la mise en place de la bonne gouvernance dans leurs organisations. La conférence finale était l'occasion de présenter les résultats d'un projet qui a débuté en janvier 2015, sous la direction du bureau des COE auprès de l'UE. Plus de 80 participants ont assisté à la conférence finale dont des représentants de différentes fédérations européennes et

internationales mais aussi des représentants de 17 CNOs européens.

Folker Hellmund, directeur du bureau des COE auprès de l'UE, a accueilli les participants en faisant référence au futur du projet en indiquant que : « Les efforts dans le domaine de la bonne gouvernance doivent être permanents, c'est pourquoi le bureau des COE auprès de l'UE va s'assurer de la continuité du projet en offrant des ateliers nationaux stratégiques supplémentaires et en apportant son soutien aux CNOs et fédérations nationales en 2017 et au-delà ».

Matthias Van Baelen, manager du projet SIGGS, a ensuite offert aux participants une présentation des activités conduites dans le cadre du projet mettant l'accent sur certains aspects essentiels. Il a ensuite présenté la version finale de l'outil d'auto-évaluation, qui offre la possibilité d'analyser différents aspects liés à la gouvernance et à l'éthique des organisations sportives, en utilisant les différentes Roadmaps et les plans d'actions personnalisés pour chaque organisation, produit par l'outil. C'est ensuite Thierry Zintz, professeur à l'université de Louvain, qui a présenté les résultats des auto-évaluations conduites dans les 7 pays partenaires du projet, auprès de plus de 200 fédérations. Il a ainsi mis en avant des tendances générales au sein des différents pays, en rappelant la nature auto-déclarative de l'outil.

Florian Kaiser de la Leadership Academy de DOSB a ensuite détaillé le plan de l'équipe de SIGGS pour s'assurer de la durabilité du projet, dont des modèles permettant aux CNOs et aux fédérations de mettre en œuvre les principes de bonne gouvernance ainsi que des recommandations pratiques.

La deuxième partie de la conférence a vu une discussion sur les moyens de mettre en place la

– la maison du sport européen –

bonne gouvernance et le rôle des différents acteurs avec un panel composé de Darren Bailey (modérateur), Ingmar De Vos, président de la fédération internationale d'équitation, Marijke Fleuren-van Walsem, présidente de la fédération européenne de Hockey, Kamil Novak, directeur exécutif de FIBA Europe, Joao Paulo Almeida, directeur général du CNO portugais et Jean-Michel Saive, président de la Commission des Athlètes des COE. Différents aspects de la bonne gouvernance ont été abordés dont l'importance de la formation et du changement de culture dans les



organisations ou encore la sauvegarde des valeurs du sport. Alors que Jean-Michel Saive a souligné la nécessité pour les athlètes d'être entendus et de

croire dans les institutions dirigeantes, Kamil Novak et Marijke Fleuren-van Walsem ont mis en avant le fait que la bonne gouvernance était un processus continu, saluant la qualité de l'outil SIGGS dans cette perspective.

C'est Janez Kocijancic, président intérimaire des CEO qui a conclu la conférence en ouvrant officiellement l'outil pour les CNOs et les fédérations sportives des 50 pays membres des COE. Après avoir remercié le bureau des COE auprès de l'UE et les partenaires du projet, il a invité les fédérations sportives à utiliser cet outil pour renforcer la gouvernance en Europe.

La conférence finale ne signifie pas la fin de l'aventure SIGGS, l'engagement des COE sur le thème de la bonne gouvernance se poursuivra dans les mois et les années à venir en continuant le développement des activités débutées avec SIGGS.

## PLUS D'INFORMATIONS

[Site internet SIGGS](#)

[Lien vers l'outil SIGGS](#)

## INFORMATIONS INTERNES

### Le bureau des COE auprès de l'UE organise son séminaire de compétence 2016

Le 30 novembre, le bureau des COE auprès de l'UE a organisé son séminaire annuel de compétence dans les locaux de la représentation de la région de la Rhénanie du Nord Westphalie, à Bruxelles.

Couplée à la conférence finale du projet SIGGS, 14 organisations partenaires ont participé au séminaire. Cette réunion a été l'occasion d'aborder l'actualité des différentes politiques européennes avant une série d'échanges avec les partenaires,

notamment sur les nouveautés du programme Erasmus+ Sport pour 2017. Suite à une introduction de Folker Hellmund et une présentation du service intranet proposé par le bureau des COE auprès de l'UE, les partenaires du bureau ont présenté leurs différentes activités et projets au niveau européen. Plusieurs projets en cours ainsi que des idées pour le nouvel appel à projets 2017 ont été discutées.

– la maison du sport européen –

Les membres du bureau des COE auprès de l'UE ont ensuite fourni des explications sur les activités européennes dans les domaines du marché unique européen, de la politique de concurrence, des ressources humaines dans le sport, de la diplomatie sportive ou encore de l'organisation des grands événements sportifs.

Viera Kerpanova, de EACEA (Educational, Audiovisual and Cultural Executive Agency of the European Commission) a ensuite présenté le

nouvel appel à projets Erasmus+ Sport et ses simplifications budgétaires (voir l'article dédié en octobre). Ces mesures doivent permettre de favoriser l'accès au programme aux organisations du sport pour tous.

Le bureau des COE auprès de l'UE tient à remercier tous les partenaires pour leur participation et leurs contributions au séminaire et se réjouit d'avance de retrouver tout le monde en 2017.

## 13<sup>ème</sup> réunion du conseil d'administration du bureau des COE auprès de l'UE

Le 14 décembre 2016, le conseil d'administration du bureau des COE auprès de l'UE a tenu sa 13<sup>ème</sup> réunion.

Les représentants des COE (le président intérimaire Janez Kocijancic), du CIO (le directeur générale Christophe De Kepper) de DOSB (CEO Michael Vesper) et du comité olympique tchèque (le vice-président Roman Kumpost) ont discuté du budget du bureau des COE auprès de l'UE, de la mise en œuvre du plan de travail 2016 et des objectifs pour 2017.

Folker Hellmund, directeur du bureau des COE auprès de l'UE, a présenté les principales activités du bureau en 2016. Il a insisté sur la fin positive du projet SIGGS ("Support the Implementation of Good Governance in Sport") ainsi que sur les activités de promotion de la Commission des

athlètes des COE et notamment l'accueil s'un séminaire pour les athlètes européens, opération qui sera renouvelée en 2017, et la rédaction d'un position paper des athlètes européens.

Le conseil d'administration a exprimé sa satisfaction sur la qualité des activités délivrées par le bureau des COE auprès de l'UE. Ils ont, en particulier, souligné la qualité du projet SIGGS.

Finalement, les participants ont mis en avant l'importance des activités du bureau pour les COE et les organisations partenaires.



– la maison du sport européen –

---

## LE MOIS PROCHAIN

---

### Dates importantes en janvier

---

**22 dec. 2016- 2 janvier 2017**

*Vacances de Noël, fermeture du bureau des COE auprès de l'UE*

**25-26 janvier 2017**

*Comité exécutif COE, Lausanne, Suisse*

**31 janvier 2017**

*Sports Info Day, Erasmus+, Bruxelles*